

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 FÉVRIER 1906.

Projet de loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu, le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un nouveau traité de commerce et de navigation a été signé à Vienne, le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint portant approbation de cet acte diplomatique, lequel est destiné à prendre la place du traité du 6 décembre 1891, dénoncé l'année dernière par le Gouvernement austro-hongrois.

Comme vous le verrez, Messieurs, le traitement général et réciproque de la nation la plus favorisée constitue la base de l'acte du 12 février 1906; le nouveau traité fixe, de plus, pour une série de produits belges et austro-hongrois, énumérés dans les tarifs *A* et *B* annexés au traité, le taux maximum des droits d'entrée à percevoir de part et d'autre pendant toute la durée des engagements conventionnels.

Le tarif *B* énumère les articles belges pour lesquels le traité nous assure, soit la consolidation, soit une réduction des droits inscrits au tarif général austro-hongrois. Il importe de ne pas perdre de vue qu'à côté de ces articles, il en est un certain nombre qui intéressent également l'exportation belge et pour lesquels le Gouvernement austro-hongrois a déjà concédé conventionnellement des avantages à l'Allemagne. Ces avantages sont acquis à la Belgique en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

Pour certains produits déjà inscrits dans le traité austro-hongrois-allemand, tels que les plantes vivantes, ainsi que pour des articles constituant des spécialités de notre industrie nationale, à savoir les carabines, les revolvers, les fusils et les pièces détachées d'armes à feu, il nous a été possible d'obtenir de nouvelles réductions.

En ce qui concerne l'importation en Belgique des marchandises austro-hongroises, ce sont presque exclusivement des consolidations du régime existant qui sont stipulées au tarif *A*.

Quant au texte du traité lui-même, il ne diffère pas sensiblement du texte des traités de commerce auxquels les Chambres belges ont donné récemment leur approbation ; le nouvel acte reproduit d'ailleurs en partie les stipulations du traité du 6 décembre 1891.

J'ai la confiance, Messieurs, que le traité qui vient d'être signé avec l'Autriche-Hongrie — et qui peut être considéré comme avantageux pour les intérêts belges — rencontrera votre approbation.

Ainsi que le porte l'article 19 du traité du 12 février 1906, cet acte doit entrer en vigueur le 1^{er} mars prochain. C'est dire, Messieurs, qu'il serait très désirable que la Chambre voulût bien mettre, sans tarder, le projet de loi ci-joint à l'ordre du jour de ses délibérations.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est
chargé de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce et de navigation
conclu le 12 février 1906 entre la Belgique
et l'Autriche-Hongrie sortira son plein et
entier effet.

Donné à Villefranche, le 18 février 1906.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp voor te leggen,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 12 Februari 1906 tusschen België
en Oostenrijk-Hongarije gesloten handels-
en scheepvaartverdrag zal hare volle en
algeheele kracht hebben.

Gegeven te Villefranche, den 18 Februari 1906.

LEOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

TRAITÉ

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part,

et

**Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc.
et Roi Apostolique de Hongrie, d'autre part,**

animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existant entre Leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur le Baron DE BORCHGRAVE, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la croix civique de première classe, Chevalier de première classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer, Chevalier de l'Ordre Impérial de Léopold, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique,

et

**Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc.
et Roi Apostolique de Hongrie :**

Monsieur AGENOR Comte GOLUCHOWSKI DE GOLUCHOWO, Son Conseiller intime et Chambellan, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, etc., etc., Grand Cordon de l'Ordre Royal Belge de Léopold, etc., etc., Ministre de la Maison Impériale et Royale et des Affaires étrangères,

lesquels, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique; les ressortissants des Parties contractantes ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes et lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou

patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune des Parties contractantes et applicables aux ressortissants de tout autre État.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs.

ARTICLE 3.

Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Autriche-Hongrie et les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche-Hongrie qui seront importés en Belgique, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction du tarif des droits d'entrée que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas :

- 1° aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des États limitrophes pour faciliter les rapports de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire;
- 2° aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

ARTICLE 4.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie énumérés dans le tarif A annexé au présent traité n'acquitteront pas en Belgique, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui

sont fixés par le dit tarif. De même, les produits du sol et de l'industrie de la Belgique énumérés au tarif *B* annexé au présent traité n'acquitteront pas en Autriche-Hongrie, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par le dit tarif.

Dans le trafic entre les territoires des Parties contractantes l'application des tarifs de faveur du présent traité aux marchandises y énumérées qui ont une certaine importance économique pour le pays exportateur, ne pourra être subordonnée à la production d'un certificat d'origine que dans le cas où cette formalité serait exigée par une nécessité importante de la politique commerciale.

ARTICLE 5.

Certaines marchandises étant soumises en Autriche-Hongrie à des droits plus élevés à l'entrée par terre qu'à l'entrée par mer, il est entendu que pour aucune de ces marchandises ces différences de droits ne seront aggravées et qu'aucun nouveau droit différentiel favorisant les importations par mer ne sera établi pour de nouveaux articles sans l'assentiment de la Belgique. De son côté la Belgique, qui n'a aucun droit différentiel favorisant les importations par mer, n'en établira pas non plus à l'avenir.

ARTICLE 6.

A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu en Autriche-Hongrie, et à l'exportation vers l'Autriche-Hongrie, il ne sera perçu en Belgique, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

ARTICLE 7.

Le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant sera exempt en Autriche-Hongrie, et le transit des marchandises venant de l'Autriche-Hongrie ou y allant sera exempt en Belgique de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes de guerre.

ARTICLE 8.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver les rapports commerciaux entre leurs territoires par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Il ne pourra y avoir d'exception à cette règle que :

- a) pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur, ou qui pourraient être établis à l'avenir;
- b) par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire,

notamment dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux régissant la matière;

c) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

La réserve faite à l'alinéa b) s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'organismes nuisibles.

ARTICLE 9.

Le transit des armes, ainsi que celui des munitions et des matières explosibles pour lesquelles le transit n'est pas interdit, sera soumis au moins d'entraves possible.

Si le transit des dits objets est assujéti à une autorisation spéciale, l'autorité compétente devra statuer dans le plus bref délai possible sur l'octroi de cette autorisation.

ARTICLE 10.

Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient dans les territoires de l'une des Parties contractantes les produits nationaux, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte des provinces, des administrations municipales ou des corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal ou correspondant.

Le présent article ne vise pas les droits d'entrée. L'Autriche-Hongrie consent à ce qu'il ne soit pas appliqué en Belgique aux droits d'accise perçus sur le vin pour autant que ce produit soit exempt de droits d'entrée.

ARTICLE 11.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans les territoires de l'une des Parties contractantes où ils ont leur domicile et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront, dans les territoires de l'autre Partie contractante, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats chez les négociants ou chez les producteurs, ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, chez des négociants ou d'autres personnes qui font le commerce des marchandises qui leur sont offertes.

Aussi longtemps que les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Belgique voyageant en Autriche-Hongrie pour le compte d'une maison belge seront exempts du paiement d'un droit de patente ou de l'impôt sur le revenu de l'exercice du commerce ou de l'industrie susmentionné, par réciprocité, il en sera de même pour les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Autriche-Hongrie voyageant en Belgique pour le compte d'une maison autrichienne ou hongroise, le droit de la nation la plus favorisée restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

Les industriels (commis-voyageurs) munis d'une carte de légitimation pourront porter avec eux des échantillons, mais pas de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées d'après le formulaire ci-joint (annexe C).

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation et elles se communiqueront les dispositions légales auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane à l'exception des articles de consommation qui seront importés comme échantillons seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les territoires des Parties contractantes à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ouvrages en métaux précieux qui, après l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire et moyennant le versement d'un cautionnement correspondant à la valeur commerciale de la marchandise, sont importés par les voyageurs de commerce uniquement en vue d'être exhibés comme échantillons et qui ne peuvent conséquemment entrer dans la libre circulation, seront, à la demande des intéressés, dispensés de l'obligation du poinçonnage pour la garantie du contrôle des ouvrages en métaux précieux. Le cautionnement versé pourra être confisqué en cas de non-réexportation des échantillons dans les délais prescrits.

ARTICLE 12.

Sous la réserve des dispositions à résulter éventuellement d'un arrangement ultérieur spécial sur la matière, les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des Parties contractantes et à condition qu'elles y aient été valablement constituées conformément aux lois et règlements, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre Partie contractante, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre. La question de savoir si et dans quelle mesure ces sociétés pourront acquérir dans les territoires de

l'autre Partie contractante des biens-fonds ou tout autre capital sera réglée d'après les lois en vigueur dans ces territoires.

Quant à l'admission à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans les territoires de l'autre Partie contractante, cette admission reste soumise aux lois et prescriptions qui existent dans ces territoires.

En ce cas, ces sociétés jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante des mêmes droits que ceux qui sont ou seraient accordés aux sociétés analogues légalement reconnues d'une tierce Puissance.

ARTICLE 13.

Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison sera réciproquement garanti aux navires des Parties contractantes, soit en Autriche-Hongrie, soit dans le Royaume de Belgique.

Il est fait exception à cette stipulation en ce qui concerne le cabotage et la pêche nationale dans les territoires respectifs.

ARTICLE 14.

Les Parties contractantes se réservent de régler le plus tôt possible par la conclusion d'une convention la protection réciproque des brevets d'invention, des marques de fabrique et de commerce, des dessins industriels et des modèles, des noms et des raisons sociales de leur ressortissants.

Jusqu'à la conclusion de cet arrangement, les dispositions actuellement en vigueur relativement à la protection réciproque de la propriété industrielle (article 1 du présent traité et déclaration entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique, du 12 janvier 1880, concernant les marques de fabrique et de commerce) sont maintenues.

ARTICLE 15.

Les Consuls et autres Agents consulaires belges en Autriche-Hongrie jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les Consuls et autres Agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les Consuls et autres Agents consulaires de l'Autriche-Hongrie.

En ce qui concerne l'exemption des impositions directes, il est entendu que celle-ci est limitée aux Consuls de carrière, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de la Partie contractante dans les territoires de laquelle ils remplissent leurs fonctions, qu'ils ne fassent aucun commerce et qu'ils n'exercent aucune industrie ni profession quelconque. Cette exemption ne s'applique pas toutefois aux contributions imposées à raison de la possession de biens immeubles.

ARTICLE 16.

Les Consuls et autres Agents consulaires de l'une des Parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre, y pourront faire arrêter ou renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins ou toute autre personne qui, faisant à quelque titre que ce soit, partie des équipages d'un navire national, en auraient déserté dans un des ports appartenant à l'autre Partie contractante.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres Agents consulaires jusqu'à ce que ces Consuls ou Agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté après un avis donné au Consul trois jours à l'avance, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres gens de l'équipage sont exceptés de l'application des stipulations du présent article, lorsqu'ils sont ressortissants de la Partie contractante dans les territoires de laquelle la désertion s'est effectuée.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et qu'après que ce jugement aura eu son effet.

ARTICLE 17.

Le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent actuellement ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier de chacune des Parties contractantes.

ARTICLE 18.

S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs *A* et *B* annexés au présent traité y compris les dispositions additionnelles relatives à ces tarifs ou sur l'application en fait de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera comme arbitres, parmi ses

ressortissants, deux personnes compétentes qui s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'un État tiers ami. Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre Elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa premier.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier et troisième du présent article, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage le tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie contractante défenderesse; au second cas, dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de chacune des Parties contractantes. Celle des Parties sur les territoires de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émises de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, sera appliqué.

ARTICLE 19.

Le présent traité entrera en vigueur le 1^{er} mars 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les Parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité, auquel cas il cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1916. Si aucune des Parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurerait exécutoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aurait dénoncé.

ARTICLE 20.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Vienne le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le douze février mil neuf cent six.

(L. S.) BORCHGRAVE.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

TARIF A.

Droits à l'entrée en Belgique.

Numéro du tarif des douanes belges en vigueur au moment de la conclusion du traité.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Base.	Quotité. Francs.
ex 1	Amidon	libre	
ex 2	Animaux vivants :		
	Espèce ovine :		
	béliers, brebis et moutons	tête	2 »
	agneaux	id.	1 »
	Volailles	libres	
ex 5	Bières en cercles	hectolitre	3 »
ex 6	Bois de chêne en grume ou non scié	mètre cube	1 »
	Bois de chêne refendus pour douves, merrains et caisses	id.	1 »
ex 17	Riz pelé	libre	
ex 24	Fils de lin ou d'autres filaments végétaux non spécialement tarifés	libres	
ex 26	Farines autres que la farine d'avoine	100 kil.	2 »
ex 27	Lingerie en tissu de lin avec ourlets à jour faits à la machine, sans autre ornement ni broderie	valeur	15 p. c.
ex 37	Laine	libre	
	Chanvre, brut	libre	
ex 40	Meubles en bois courbé	valeur	10 p. c.
ex 46	Papiers autres qu'à meubler, y compris le carton	100 kil.	4 fr.
ex 48	Peaux, brutes	libres	
ex 53	Sels de source (sels de Carlsbad et autres analogues)	libres	
	Chlorure de chaux	libre	
	Chlorure de baryum	libre	
	Chryolite factice	libre	
	Permanganate de potasse	libre	
	Potasse caustique	libre	
	Lessive caustique, sans savon	libre	
	Oxyde d'étain	libre	
ex 54	Produits divers pour l'industrie désignés ci-après	valeur	5 p. c.
	Bandes en tissu de laine, pour presses à filtrer; tissus dits « Étrein- delles » en poils grossiers pour presses à huile; tissus de laine feutrés pour fabriques de faïence et de porcelaine; tissus en feutre de laine et tissus feutrés pour papeteries; tissus de laine foulés destinés à la fabrication de filtres pour le travail des couleurs d'aniline.		

Les importateurs doivent justifier à la satisfaction de la douane que les produits sont réellement destinés à l'usage indiqué.

Numéro du tarif
des douanes
belges en vigueur
au moment
de la conclusion
du traité.

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée.

Base.	Quotité. Francs.
-------	---------------------

ex 62	Extraits de matières à tanner	libres	
ex 64	Feutres de laine.	valeur	10 p. c.
<i>Observation.</i> — Sont compris sous ce numéro les feutres de laine recouverts d'un enduit imperméable destinés à la fabrication des chaussures; les lanières de feutre de laine pouvant servir à différents usages, notamment à la confection de chaussures et de paillassons; les plaques de feutre de laine simplement découpées pour dessous de selles et doublures de vêtements; les plateaux de feutre de laine simplement découpés pour la fabrication de chapeaux.			
ex 64	Tresses de jonc, de sparte, d'écorce et de fibre de palmier	valeur	10 p. c.
ex 65	Graines, non compris les graines oléagineuses	libres	
ex 67	Gibier tué	100 kil.	15 fr.
	Volaille tuée.	id.	30 »

TARIF B.

Droits à l'entrée en Autriche-Hongrie.

N° du tarif autro- hongrois.	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits. — Couronnes.
ex 35	Raisins frais, de table, en colis postaux	—	exempts.
ex 37 a - c	Fruits non dénommés ailleurs, frais :		
	1. pommes, poires et coings :		
	a) en vrac	—	exempts.
	b) en sacs :		
	α) d'au moins 50 kil. poids brut :		
	du 1 ^{er} septembre au 30 novembre	—	exempts.
	du 1 ^{er} décembre au 31 août	100 kil.	2 »
	β) de moins de 50 kil.	id.	2 »
	2. prunés :		
	a) prunes (du prunier domestique) :		
	du 1 ^{er} septembre au 30 novembre	—	exempts.
	du 1 ^{er} décembre au 31 août	100 kil.	2.40
	3. autres fruits non spécialement dénommés (à l'exception des abricots, des pêches, des cerises, des griottes, des fraises et des autres prunes)	—	exempts.
	<i>Observation.</i> — Les pommes, les poires et les coings importés sans récipients ou en sacs d'au moins 50 kil. poids brut dans des wagons à compartiments seront consi- dérés, suivant le cas, comme fruits non emballés ou comme fruits en sacs, à la condition que les wagons n'aient pas plus de huit compartiments. Les compartiments des wagons peuvent être recouverts ou revêtus de paille ou de papier, ou même préparés avec des couches de paille.		
ex 56 a - e	Plantes vivantes (même en pots ordinaires, en haquets ou similaires) :		
«	palmyers; lauriers; azalées des Indes; plans forestiers.	—	exempts.
ex 73	Volaille de toute espèce (excepté le gibier à plumes) :		
	b) abattue, même vidée, plumée ou privée des extrémités	100 kil.	16 »
ex 76	Huitres	id.	40 »
	Homards	id.	60 »
ex 93	Acide stéarique (stéarine)	id.	14 »
103	Huile de lin et autres huiles grasses non spécialement dénommées, en tonneaux, en outres ou en vessies, à l'exception des vernis à l'huile	id.	7.50
ex 104	Huile de maïs, de pavot, de sésame, d'arachide, de faine et de tour- nesol, en tonneaux, en outres ou en vessies.	id.	15 »
	<i>Observation aux n°s 103 et 104.</i> — Les huiles de ricin et d'arachide, pour usages techniques, en fûts et futailles, en outres et vessies, dénaturées sous contrôle des bureaux de douane spécialement autorisés à cet effet		
		id.	2 »

N° du tarif austro- hongrois.	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits. — Couronnes.
ex 152	Extrait de viande :		
	solide	100 kil.	72 »
	liquide	id.	36 »
ex 185	Fils de coton, à un bout, écrus :		
ex e)	au-dessus du n° 80 jusqu'au n° 90 anglais	id.	53 »
	au-dessus du n° 90 anglais	id.	28 »
ex 184	Fils de coton, doublés, écrus :		
ex d) et e)	au-dessus du n° 60 anglais	id.	28 »
ex 220	Laine peignée	—	exempte.
	<i>Observation.</i> — Dans le n° 220 rentre la laine peignée pesant plus de 8 grammes par mètre. La laine peignée en forme de fils grossiers demi achevés rentre dans le n° 225.		
ex 223	Fils peignés, non spécialement dénommés :		
ex c)	blanchis, teints, imprimés, simples :		
	1. jusqu'au n° 45 métrique	100 kil	29 »
ex d)	blanchis, teints, imprimés, doublés ou à plusieurs bouts :		
	1. jusqu'au n° 45 métrique	id.	38 »
	<i>Observation</i> au n° 223 b). — Fils doublés, dits « lasting », du n° 40 jusqu'au n° 65 métrique pour le tissage de lasting moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance		
		—	exempts.
ex 226	Fils cardés et fils non spécialement dénommés du genre des fils cardés :		
ex c) 1.	teints, simples	100 kil.	25 »
	<i>Observation</i> au n° 226. — Les fils légèrement colorés dans le but de les distinguer pour le tissage (fils mâchurés intentionnellement) sont tarifés comme non colorés. Ces fils se distinguent des fils teints par leurs couleurs mates, qui disparaissent par un lavage à l'eau tiède (15° C.)		
	<i>Observations</i> aux nos 223 et 226. — 1. Les fils composés de deux mèches d'une couleur différente (fils chinés à un bout), qui ont reçu une certaine torsion par le seifactor, sont considérés comme simples et tarifés d'après le n° 223 e) 1 ou le n° 226 c) 1.		
	2. Fils façonnés ou fils de fantaisie du n° 223 b), d) et e) 2 ainsi que du n° 226 b) et c) 2.	100 kil.	25 »
	Sous cette dénomination sont compris des fils doublés ou à plusieurs bouts, écrus, blanchis, teints, imprimés ou mêlés, dont le filage est, à des distances précises, interrompu par des nœuds, des mailles, des spirales, etc.		
	Les fils, tordus fortement, qui forment de tels nœuds ou mailles en se touchant et se redressent s'ils sont tendus, n'y sont pas compris et sont tarifés d'après leur espèce.		
ex 244	Soie artificielle, même retorse :		
	a) blanche écrue, non teinte,	—	exempte.
ex 274	Corsets en tissu de coton ou de lin bordés de dentelles de coton ou de lin, dont la largeur ne dépasse pas 2 cm	100 kil.	Droit du tissu formant la partie dominante augmenté de 40 p. c.
	<i>Observation</i> au n° 274. — Les lacets en soie pure ou en demi-soie ainsi que les points de feston disposés sur un seul rang restent sans influence sur la tarification des corsets.		

N° du tarif austro- hongrois.	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits. — Couronnes.
ex 329 Observation.	Cuir à cardes ainsi que dos à cardes et rubans à cardes pour la fabrication de cardes, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle, à déterminer par voie d'ordonnance	100 kil.	20 »
ex 344	Articles industriels :		
	b) courroies de transmission, plates, ainsi que courroies de chasse :		
	1° en cuir tanné à l'aide d'écorces.	id.	38 »
	2° en cuir tanné à l'aide de matières minérales ou grasses, ainsi qu'en peaux brutes.	id.	68 »
	<i>Observation au n° 344 b).</i> — Sont également admis aux droits fixés pour les courroies de transmission les bandes de cuir simplement taillé, destinées à la fabrication des courroies de transmission. Rentrent de même dans le n° 344 b) les lanières de couture, les lanières pour fouets de chasse et les lanières pour continues.		
ex c)	cordons de transmission en cuir taillé, non arrondis, même tournés	id.	70 »
ex d)	manchons pour continues ou bobinoirs, bandes et plaques pour taquets, plaques à volants pour la filature et le tissage, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle, à déterminer par voie d'ordonnance	id.	63 »
ex 371	Verre creux ayant simplement des bouchons à l'émeri, ou bien le fond et les bords passés à la meule :		
	a) de couleur naturelle ou blanc (transparent)	id.	10 » brut
ex 375	Verre à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, bruts, non passés à la meule, non polis, non façonnés, non étamés, non colorés :		
	b) verre en tables et verre brut coulé d'une épaisseur de 3 mm et moins, chaque table mesurant en pourtour :		
	1. 240 centimètres ou moins.	id.	10 » brut
	2. plus de 240 jusqu'à 400 centimètres.	id.	11 » brut
	3. plus de 400 centimètres	id.	13 » brut
376	Verre à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, colorés, non passés à la meule, non polis, non façonnés, non étamés	id.	24 » brut
377	Verre à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, passés à la meule, polis, façonnés, courbés, même colorés ou recouverts :		
	a) non biseautés, non étamés	id.	28 » brut
	b) biseautés, mais non étamés; verre à vitraux, même blancs . . .	id.	29 » brut
	c) étamés	id.	30 » brut
ex 394 a) 2	Plaques de marbre ayant 10 cm ou moins d'épaisseur, brutes (dégrossies, fendues ou sciées)	—	exemptes

N du tarif autro- hongrois.	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits. — Couronnes.
ex 594 b) 2	Plaques de pierre calcaire polissable, dite d'Ecaussines, pour billards, simplement adoucies d'un côté, d'une longueur d'au moins 2 m et d'une largeur d'au moins 1 m, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance	100 kil.	4 »
	<i>Observation aux nos 591, 594, 596, 408 et 409. — Tous les articles faits de pierre dite d'Ecaussines, c'est-à-dire d'une pierre calcaire polissable, sont tarifés comme les articles en marbre.</i>		
ex 478	Armes et parties d'armes :		
ex b)	armes de tir :		
	2. fusils de chambre (carabines Flobert)	id.	50 »
	3. armes à feu portatives parachevées, autres, même très finement ouvrées :		
	fusils	id.	150 »
	revolvers	id.	80 »
ex c)	Parties d'armes à feu portatives :		
	5. autres pièces d'armes à feu portatives parachevées, même très finement ouvrées	id.	130 »
ex 530	Machines et appareils agricoles, non spécialement dénommés :		
ex c	autres :		
	1. en bois (c'est-à-dire contenant 75 p. c. ou plus de bois)	id.	15 »
ex 596 b)	Acide muriatique	id.	0 80
ex 599 o	Chlorate de potasse et chlorate de soude	id.	10 »

Formulaire.

ANNEXE C.

Carte de légitimation industrielle pour voyageurs de commerce.

Valable pour l'année 19 ..

Il est certifié par la présente que le Sieur N
fait le commerce (possède une fabrique) de
sous la raison sociale

est au service de la maison de commerce
en qualité de voyageur de commerce et que cette maison fait le commerce
(possède une fabrique) de à

Le Sieur N désirant recueillir des commandes et
faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison sociale
ainsi que pour celui des raisons sociales suivantes :

en Autriche-Hongrie
en Belgique

il est certifié, en outre, que l dite raison . . .
. sociale acquitte dans son (leur) pays les
droits réglementaires pour l'exercice de son (leur) commerce.

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des
commandes et à faire des achats de marchandises, mais exclusivement en
voyageant et seulement pour compte de dite
. raison Il pourra porter avec lui des échantillons, mais
non des marchandises. En recueillant des commandes et en faisant des achats,
il aura à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque État pour les
voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, et il devra toujours
être muni de la carte de légitimation.

(Lieu, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la carte.)

(Signalement, domicile et signature du voyageur de commerce.)

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie, les Soussignés sont convenus de ce qui suit :

A L'ARTICLE 1.

Les dispositions de l'article 1^{er} relatives à l'établissement et à l'exercice des professions ne seront pas appliquées dans les territoires des Parties contractantes aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs, au commerce et aux professions exclusivement ambulants.

A L'ARTICLE 4.

1° Les droits *ad valorem* fixés par le tarif douanier belge seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Dans le cas où la procédure actuellement en vigueur pour le règlement des contestations sur la valeur de la marchandise et qui est basée sur l'article 2 de l'arrêté royal belge du 13 mai 1882 serait modifiée, les principes suivants seront observés :

a) Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, il sera accordé à celui-ci un délai de cinq jours pour souscrire la déclaration supplémentaire réclamée par la douane ou pour s'en remettre à la décision de l'autorité chargée de trancher le litige;

b) Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense à l'autorité compétente;

c) Aucune pénalité ne sera infligée si la différence entre la valeur déclarée et la valeur déterminée par la douane ou par l'autorité compétente n'atteint pas 10 pour cent de cette dernière valeur. Cette règle ne s'appliquera pas au cas où il serait prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention d'éluder frauduleusement les droits. Les droits seront toujours perçus sur l'excédent, quel qu'il soit.

2° La Belgique se réserve la faculté de convertir les droits *ad valorem* figurant au tarif A en droits spécifiques équivalents. A cet effet, la Belgique se mettra en rapport avec l'Autriche-Hongrie sur les conversions projetées, en tant qu'elles concernent les articles figurant audit tarif sous les numéros 27, 40, 54 et 64 (tresses). Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne

serait pas établi dans un délai de trois mois à dater du jour de la notification faite à l'Autriche-Hongrie, il sera fait appel au tribunal arbitral dans les conditions prévues à l'article 18 et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce tribunal.

3° Dans le cas où la Belgique se déciderait à augmenter les droits sur les bois de chêne sciés, les droits ne dépasseront pas les taux indiqués ci-après :

- 2 francs le mètre cube pour les poutres sciées ;
- 2 francs le mètre cube pour les traverses de voies ferrées ;
- 6 francs le mètre cube pour les bois sciés autres.

Une surtaxe de 1 franc par mètre cube pourra être établie sur les bois de chêne teints, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque.

4° Tant que le tarif de douane belge maintiendra, pour certaines marchandises désignées dans le tarif A annexé au présent traité, des droits autres que ceux fixés dans ce dernier tarif, l'importateur aura le choix entre les deux tarifications.

5° Les Parties contractantes admettront réciproquement en franchise des droits d'entrée et de sortie les effets et le mobilier, y compris les machines et les outils de fabriques portant des traces d'usage, des personnes qui viennent s'établir dans leurs territoires sous la réserve que les intéressés se conforment au règlement douanier sur la matière et qu'il soit reconnu que les objets sont en rapport avec leur position sociale.

Ne seront pas admis au bénéfice de cette exemption de droits les objets passibles de l'impôt indirect, les articles de consommation, le bétail et en général les marchandises et les objets de commerce.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Vienne, le douze février mil neuf cent six.

(L. S.) BORCHGRAVE.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.



(22)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1906.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag,
gesloten den 12ⁿ Februari 1906, tusschen België en Oostenrijk-Hongarije.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 12ⁿ Februari 1906, werd te Weenen een nieuw verdrag van koop-handel en scheepvaart tusschen België en Oostenrijk-Hongarije gesloten.

Naar 's Konings bevelen, heb ik de eer aan uwe beraadslaging te onderwerpen bijgaand wetsontwerp tot goedkeuring van die diplomatieke akte, welke de plaats zal innemen van het verdrag van 6 December 1891, hetwelk verleden jaar door de Oostenrijksch-Hongaarsche Regeering werd opgezegd.

Gij zult bemerken, Mijne Heeren, dat algemeene en wederkeerige behandeling als de meest begunstigde natie, de grondslag is van de akte van 12 Februari 1906; bovendien is, door het nieuw verdrag, voor eene reeks Belgische en Oostenrijksch-Hongaarsche voortbrengschen, die in de aan het verdrag toegevoegde tarieven *A* en *B* zijn opgegeven, het hoogste bedrag bepaald van de invoerrechten, die van weerszijden geheven mogen worden zoolang de uit het verdrag voortvloeiende verbintenissen duren.

In tarief *B* zijn de Belgische waren opgesomd, waarvoor het verdrag ons, hetzij de bestendiging, hetzij eene vermindering verzekert van de rechten volgens het algemeen Oostenrijksch-Hongaarsch tarief. Er dient niet uit het oog verloren, dat benevens die waren, er een zeker aantal bestaan, waarbij de Belgische uitvoer ook belang heeft, en waarvoor de Oostenrijksch-Hongaarsche Regeering reeds, bij overeenkomst, voordeelen aan Duitschland heeft toegezegd. Die voordeelen komen België ten goede krachtens de bepaling betreffende de behandeling als de meest begunstigde natie.

Voor zekere reeds in het Oostenrijksch-Hongaarsch-Duitsch verdrag opgenomen voortbrengselen, als levende planten, zoomede voor sommige waren,

die meer in 't bijzonder tot onze nationale nijverheid behooren, te weten, karabijnen, revolvers, geweren en losse bestanddeelen van vuurwapens, is het ons gelukt andermaal vermindering te bekomen.

Wat betreft den invoer in België van Oostenrijksch-Hongaarsche goederen, zij gezegd dat de bepalingen van tarief *A* nagenoeg uitsluitend de bestending zijn van de thans geldende behandeling.

Wat den tekst van het verdrag zelf aangaat, deze verschilt niet op gevoelige wijze van den tekst der handelsverdragen, aan dewelke de Belgische Kamers onlangs hare goedkeuring hechtten; de nieuwe akte is overigens, gedeeltelijk, de herhaling van de bepalingen van het verdrag van 6 December 1891.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat het onlangs met Oostenrijk-Hongarije gesloten verdrag — hetwelk voor de Belgische belangen als voordeelig mag worden beschouwd — uwe goedkeuring wegdragen zal.

Zooals bepaald bij artikel 19 van het verdrag van 12 Februari 1906, moet die akte den 1ⁿ Maart eerstkomende in werking treden. Dus, Mijne Heeren, is het hoogst wenschelijk dat de Kamer bijgaand wetsontwerp onverwijld op hare dagorde stelle.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est
chargé de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce et de navigation
conclu le 12 février 1906 entre la Belgique
et l'Autriche-Hongrie sortira son plein et
entier effet.

Donné à Villefranche, le 18 février 1906.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp voor te leggen,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 12 Februari 1906 tusschen België
en Oostenrijk-Hongarije gesloten handels-
en scheepvaartverdrag zal zijne volle en
algeheele kracht hebben.Gegeven te Villefranche, den 18^a Februari
1906.**LEOPOLD.**

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

VERDRAG

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, eenerzijds,

en

**Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van
Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije,
anderzijds,**

gelijkelijk bezielde door het verlangen om de tusschen de wederzijdsche Staten bestaande vriendschapsbanden te bevestigen en de handels- en scheepvaartsbetrekkingen te ontwikkelen, hebben beslist een verdrag daartoe aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer Baron DE BORCHGRAVE, Grootofficier in de Leopoldsorde, versierd met het burgerlijk kruis der eerste klasse, Ridder van de eerste klasse der Keizerlijke Orde van de IJzeren Kroon, Ridder in de Keizerlijke Orde van Leopold enz. enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Keizerlijke en Apostolisch Koninklijke Majesteit,

en

**Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van
Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije :**

Den Heer Graaf AGENOR GOLUCHOWSKI VON GOLUCHOWO, Hoogstdeszelfs werkelijken geheimen Raad en Kamerheer, Ridder in de Orde van het Gulden Vlies enz. enz., Grootlint van de Belgische Koninklijke Leopoldsorde enz. enz., Minister van het Keizerlijk en Koninklijk Huis en van Buitenlandsche Zaken,

dewelken, na hunne volmachten in goeden en behoorlijken vorm te hebben bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL EÉN.

Er zal volle en algeheele vrijheid zijn voor den handel en de scheepvaart tusschen Oostenrijk-Hongarije en België; de onderhoorigen van de verdragsluitende Partijen zullen, wegens hunnen handel en hunne nijverheid, in alle havens, steden en plaatsen hoe ook genaamd van de betrokken Staten, om 't even of zij er zich vestigen dan wel er tijdelijk verblijven, niet onder-

worpen worden aan andere of hogere rechten, taxen, lasten of patenten, onder welke benaming ook, dan die welke den inlanders worden opgelegd, en alle voorrechten, vrijdommen en andere begunstiging, hoe ook genaamd, welke de onderhoorigen van eene der verdragsluitende Partijen in zaken handel of nijverheid genieten, zullen aan die der andere Partij ook toekomen.

Door de bepalingen van dit artikel wordt in niets afgeweken van de bijzondere wetten, verordeningen en reglementen in zake handel, nijverheid en politie van kracht in de gebieden van elk der verdragsluitende Partijen en van toepassing op de onderhoorigen van elk anderen Staat.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen zullen, in de gebieden der andere, vrij zijn van allen krijgsdienst, zoowel in de land- en zeemacht als in de militie en de burgerwacht.

In vredes- en oorlogstijd zullen zij aan geene andere verstrekkingen en militaire vorderingen onderworpen zijn dan die aan de inlanders opgelegd en zullen zij beiderzijds aanspraak hebben op de schadeloosstellingen, die door de in de betrokken gebieden geldende wetten ten gunste van de inlanders vastgesteld zijn.

ARTIKEL 3.

De Belgische voortbrengselen uit den grond en van de nijverheid welke in Oostenrijk-Hongarije, en de Oostenrijksch-Hongaarsche voortbrengselen uit den grond of van de nijverheid welke in België worden ingevoerd, hetzij ze bestemd zijn voor verbruik, entposeering, wederuitvoer of doorvoer, zullen aan dezelfde behandeling onderworpen zijn en hogere noch andere rechten betalen dan de voortbrengselen der onder die oogpunten meest begunstigde natie. Namelijk zal iedere begunstiging, iedere vrijstelling en iedere vermindering van het tarief der inkomende rechten, welke een der verdragsluitende Partijen aan eene derde Mogendheid zou verleen, onmiddellijk en zonder beding aan de voortbrengselen uit den grond en van de nijverheid der andere te beurt vallen.

De bepalingen van voorgaand lid zijn niet van toepassing :

1^o op de aan aangrenzende Staten thans verleende of later te verleen begunstiging tot het vergemakkelijken van het grensverkeer, noch op de verminderingen of vrijstellingen van tolrechten die slechts gelden voor bepaalde grenzen of voor de bewoners van sommige deelen van het grondgebied;

2^o op de verplichtingen, aan eene der verdragsluitende Partijen opgelegd door verbintenissen van een reeds gesloten of later te sluiten tolverbond.

ARTIKEL 4.

De voortbrengselen uit den grond en van de nijverheid van Oostenrijk-Hongarije, aangeduid in het aan dit verdrag toegevoegd tarief A, zullen, in

België, bij invoer te land of over zee, geene andere noch hoogere rechten betalen dan die, vastgesteld in dat tarief. Evenmin zullen de voortbrengselen uit den grond en van de nijverheid van België, aangeduid in het aan dit verdrag toegevoegd tarief B, in Oostenrijk-Hongarije, bij invoer te land of over zee, geene andere noch hoogere rechten betalen dan die, vastgesteld in dat tarief.

In het verkeer tusschen de gebieden der verdragsluitende Partijen, zal de toepassing van de gunsttarieven van dit verdrag op de daarin genoemde goederen, die eenig economisch belang hebben voor het uitvoerend land, slechts dan mogen ondergeschikt wezen aan de overlegging van een bewijs van herkomst, wanneer deze formaliteit vereischt wordt door eene dringende noodzakelijkheid van de handelspolitiek.

ARTIKEL 5.

Daar sommige artikelen in Oostenrijk-Hongarije onderworpen zijn aan hoogere rechten bij invoer te land dan bij invoer over zee, is het verstaan dat, zonder België's toestemming, voor geen enkel dier artikelen, die verschillen van rechten zullen vergroot en dat geenerlei nieuw differentiaalrecht ter begunstiging van den invoer over zee op nieuwe artikelen zal gelegd worden. Zijnerzijds zal België, dat geenerlei differentiaalrecht ter begunstiging van den invoer over zee heeft, er in de toekomst evenmin invoeren.

ARTIKEL 6.

Bij uitvoer naar België mogen in Oostenrijk-Hongarije, en bij uitvoer naar Oostenrijk-Hongarije mogen in België, andere noch hoogere uitvoerrechten geheven worden dan bij uitvoer derzelfde artikelen naar het onder ditoogpunt meest begunstigde land. Ook zal alle begunstiging door eene der verdragsluitende Partijen, wat aangaat den uitvoer, aan eene derde Mogendheid verleend, onmiddellijk en onvoorwaardelijk de andere Partij ten deele vallen.

ARTIKEL 7.

De doorvoer der waren van en naar België zal in Oostenrijk-Hongarije, en de doorvoer der waren van en naar Oostenrijk-Hongarije, zal in België van alle doorvoerrecht vrijgesteld zijn, onverminderd de bijzondere regeling rakende buskruit en krijgswapens.

ARTIKEL 8.

De verdragsluitende Partijen verbinden zich de handelsbetrekkingen tusschen hare gebieden door geenerlei invoer-, uitvoer- of doorvoerverbodsbepaling te stremmen.

Uitzondering op dien regel kan slechts worden gemaakt :

- a) waar Staatsmonopolie thans bestaat of later mocht worden gesteld ;
- b) om redenen van openbare veiligheid, van gezondheids- en veeartsenij-

politie, inzonderheid in het belang der openbare gezondheid en overeenkomstig de internationale beginselen daaromtrent;

c) in buitengewone omstandigheden, wat betreft krijgsbehoeften.

Het voorbehoud bij alinea b) strekt zich insgelijks uit tot de verbodsmaatregelen getroffen met het doel om, tot bescherming van den landbouw, de verspreiding van schadelijke insecten of dieren en planten te keer te gaan.

ARTIKEL 9.

De doorvoer van wapens, alsmede die van munitie en ontplofbare stoffen, voor welke de doorvoer niet verboden is, zal het minst mogelijk belemmerd worden.

Waar doorvoer van die voorwerpen aan eene bijzondere toelating onderworpen is, zal de bevoegde overheid binnen den kortst mogelijken tijd beslissen over het verleen van die toelating.

ARTIKEL 10.

De binnenlandsche rechten op voortbrenging, vervaardiging of verbruik die in de gebieden van eene der verdragsluitende Partijen de nationale voortbrengselen, 't zij voor rekening van den Staat, 't zij voor rekening van provinciën, gemeentebesturen of gemeenschappen, thans of later mochten bezwaren, mogen onder geenerlei voorwendsel, noch tot een hooger bedrag noch op drukkender wijze de gelijkaardige voortbrengselen treffen, die herkomstig zijn van de gebieden der andere verdragsluitende Partij.

Mocht eene der verdragsluitende Partijen noodig oordeelen, een nieuw accijns- of verbruiksrecht of eene rechtsverhooging te leggen op een artikel van nationale voortbrenging of vervaardiging begrepen in de aan dit verdrag toegevoegde tarieven, dan mag het gelijkaardig vreemd artikel dadelijk bij invoer belast worden met een gelijkwaardig of overeenkomstig recht of rechtsverhooging.

Dit artikel heeft geen betrekking op inkomende rechten. Oostenrijk-Hongarije stemt er in toe, dat het in België niet toegepast worde voor accijnsrechten op wijn, in zooverre dat voortbrengsel vrijgesteld is van inkomende rechten.

ARTIKEL 11.

De kooplieden, fabrikanten en andere industrieelen, welke door het bezit eener door de overheid van hun land afgegeven erkenningskaart bewijzen, dat zij in de gebieden van eene der verdragsluitende Partijen waar zij metterwoon gevestigd zijn, gemachtigd zijn een handel of eene nijverheid uit te oefenen, en er de wettelijke lasten en taxen betalen, kunnen, hetzij persoonlijk of door reizigers in hunnen dienst, in de gebieden van de andere verdragsluitende Partij, waren aankopen bij kooplieden of voortbrengers en bestellingen inwinnen bij kooplieden of andere personen die handel drijven in de hun aangeboden waren, ook met stalen meê te dragen.

Zoolang die kooplieden, fabrikanten en andere industrieelen of handelsreizigers, welke in België gevestigd zijn en Oostenrijk-Hongarije bereizen voor eene Belgische firma, vrijgesteld zijn van de betaling van patentrecht of belasting op het inkomen; op de uitoefening van dien handel of die nijverheid gesteld, zal hetzelfde bij wederkeerigheid geschieden voor kooplieden, fabrikanten en andere industrieelen of handelsreizigers, welke in Oostenrijk-Hongarije gevestigd zijn en België bereizen voor rekening van eene Oostenrijksche of Hongaarsche firma, waarbij overigens het recht der meest begunstigde natie wederzijds gehandhaafd wordt.

De industrieelen (handelsreizigers), welke van eene erkenningskaart voorzien zijn, mogen wel stalen maar geene koopwaren meedragen.

De erkenningskaarten worden afgegeven naar bijgaand formulier (bijlage C).

De verdragsluitende Partijen zullen elkander aangifte doen van de overheden, die belast zijn met het afgeven der erkenningskaarten en elkander de wetsbepalingen mededeelen, waarnaar de reizigers zich bij de uitoefening van hunnen handel te gedragen hebben.

Voor tolplichtige voorwerpen, behalve verbruiksartikelen, welke als stalen ingevoerd worden, wordt wederzijds vrijstelling van invoer- en uitvoerrechten toegestaan, onder beding dat deze voorwerpen binnen eenen vooraf te bepalen tijd weder uitgevoerd worden en dat de identiteit der ingevoerde en weder uitgevoerde voorwerpen buiten twijfel zij.

De wederuitvoer der stalen moet in de gebieden der verdragsluitende Partijen bij den invoer gewaarborgd zijn, 't zij door neerlegging van het bedrag der respectieve tolrechten, 't zij door borgstelling.

Edel-metaalwaren, die na vervulling der formaliteiten betreffende tijdelijken invoer en mits storting van eenen borgtocht, overeenkomende met de handelswaarde der waren, ingevoerd worden door handelsreizigers alleen met het doel om als stalen getoond te worden en welke dienvolgens niet in het vrije verkeer mogen komen, worden, op aanvraag der belanghebbenden, vrijgesteld van het stempelen voor den waarborg van edel-metaalwaren. De gestorte borgtocht kan verbeurd worden bij niet-uitvoer der stalen binnen de voorgeschreven termijnen.

ARTIKEL 12.

Onder voorbehoud der bepalingen die mochten voortvloeien uit eene nadere bijzondere schikking hieromtrent, zullen de (naamlooze) vennootschappen op aandelen en andere handels-, nijverheids- of financie-vennootschappen, met inbegrip van verzekeringsmaatschappijen, die metterwoon gevestigd zijn in de gebieden van eene der verdragsluitende Partijen, en onder beding dat zij er geldig gesticht zijn overeenkomstig de wetten en verordeningen, als rechtspersoon erkend worden in de gebieden van de andere verdragsluitende Partij, en zullen zij inzonderheid bevoegd zijn in rechte te gaan, hetzij als eischer hetzij als verweerder. De vraag of en in hoeverre zulke vennootschappen in de gebieden der andere verdragslui-

tende Partij, eigenaar mogen worden van onroerende goederen of van elk ander kapitaal, zal geregeld worden volgens de in die gebieden geldende wetten.

De bevoegdheid tot het uitoefenen van haren handel of hare nijverheid in de gebieden der andere verdragsluitende Partij blijft onderworpen aan de in die gebieden geldende wetten en voorschriften.

Des voorkomend, zullen die vennootschappen, in de gebieden der andere verdragsluitende Partij, dezelfde rechten genieten als die welke verleend zijn of zouden worden aan dergelijke, wettelijk erkende vennootschappen eener derde Mogendheid.

ARTIKEL 13.

De behandeling, voorbehouden aan de nationale vlag voor alles wat betreft de schepen of hunne lading, zal wederkeerig gewaarborgd wezen aan de schepen der verdragsluitende Partijen, hetzij in Oostenrijk-Hongarije, hetzij in het Koninkrijk België.

Uitzondering op die bepaling wordt gemaakt wat betreft kustvaart en nationale visscherij in de wederzijdsche gebieden.

ARTIKEL 14.

De verdragsluitende Partijen behouden zich voor, door het sluiten van eene overeenkomst, zoo spoedig mogelijk de wederzijdsche bescherming van uitvindingsbrevetten, fabrieks- en handelsmerken, nijverheidsteekeningen en modellen, namen en firma's hunner onderhoorigen te regelen.

Totdat zulke schikking getroffen wordt, blijven in stand de thans van kracht zijnde bepalingen betreffende wederzijdsche bescherming van den nijverheidseigendom (artikel 1 van dit verdrag en verklaring van 12 Januari 1880 tusschen Oostenrijk-Hongarije en België, betreffende fabrieks- en handelsmerken).

ARTIKEL 15.

De Belgische Consuls en andere consulaire Agenten in Oostenrijk-Hongarije zullen al dezelfde voorrechten, vrijstellingen of vrijdommen genieten als de Consuls en andere consulaire Agenten van dezelfde hoedanigheid der meest begunstigde natie.

Hetzelfde zal in België gelden ten opzichte van de Consuls en andere consulaire Agenten van Oostenrijk-Hongarije.

Wat betreft vrijstelling van rechtstreeksche belastingen, is het verstaan dat deze beperkt wordt tot Consuls van beroep, mits zij geen onderhoorigen zijn van de verdragsluitende Partij in welker gebieden zij hun ambt waarnemen, zij geenerlei handel drijven en geenerlei nijverheid of bedrijf uitoefenen. Die vrijstelling geldt echter niet voor belastingen wegens het bezit van onroerende goederen.

ARTIKEL 16.

De Consuls en andere consulaire Agenten van eene der verdragsluitende Partijen, aangesteld in de gebieden van de andere, mogen daar doen aanhouden en hetzij naar boord, hetzij naar hun land doen terugzenden, de zeelieden of elk anderen persoon die, in om het even welke hoedanigheid, behoort tot de bemanning van een nationaal vaartuig, en die in een der havens van de andere verdragsluitende Partij zouden gedeserteerd zijn.

Te dien einde zullen zij zich schriftelijk wenden tot de bevoegde plaatselijke overheden, waarbij zij rechtvaardigen, door overlegging, in origineel of behoorlijk gewaarmerkt afschrift, van de scheepsregisters of de monsterrol, of door andere officieele bescheiden, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van bedoelde bemanning.

Op die aldus gerechtvaardigde vraag, zal hun alle hulp worden verschaft tot opvorsching en aanhouding van gezegde deserteurs, die zelfs zullen opgesloten en bewaakt worden in de gevangenissen des lands, op vordering en ten kosten der Consuls en andere consulaire Agenten, totdat die Consuls of consulaire Agenten gelegenheid hebben gevonden om ze te doen vertrekken.

Mocht die gelegenheid zich niet voordoen binnen den termijn van twee maanden na den dag der aanhouding, dan zullen de deserteurs in vrijheid worden gesteld na kennisgeving, drie dagen op voorhand aan den Consul gedaan, en zullen zij voor dezelfde oorzaak niet weder aangehouden mogen worden.

Het is verstaan, dat de zeelieden of andere personen der bemanning uitgezonderd zijn van de toepassing der bepalingen van dit artikel, als zij onderhoorigen zijn van de verdragsluitende Partij, in welker gebieden de desertie plaats had.

Heeft de deserteur eenig misdrijf begaan, dan zal hij maar ter beschikking van den Consul of van den consulaire Agent gesteld worden, nadat de bevoegde rechtbank haar vonnis geveld en dit vonnis zijn uitwetsel gehad heeft.

ARTIKEL 17.

Het tegenwoordig verdrag strekt zich uit tot de landen die thans behooren of later behooren zullen tot het tolgebied van elke der verdragsluitende Partijen.

ARTIKEL 18.

Wanneer tusschen de verdragsluitende Partijen een verschil van meening mocht ontstaan over de uitlegging en de toepassing van de aan dit verdrag toegevoegde tarieven *A* en *B*, met inbegrip van de bijkomende bepalingen betreffende die tarieven, of over de feitelijke toepassing, ten aanzien van de uitvoering der andere verdragstarieven, van de bepaling betreffende de behandeling als de meest begunstigde natie, zal het geschil, zoo eene der verdragsluitende Partijen zulks vraagt, door scheidsrechterlijke uitspraak beslecht worden.

Voor elk geschil zal het scheidsgerecht zoodanig worden samengesteld, dat iedere verdragsluitende Partij, onder de onderhoorigen van haar land, twee bevoegde personen tot scheidsrechters aanstelt, die eenen onderhoorige van een bevrienden derden Staat tot opperscheidsman verkiezen. De verdragsluitende Partijen behouden zich voor den persoon, die in geval van geschil het ambt van opperscheidsman zou waarnemen, op voorhand en voor een bepaald tijdsbestek aan te wijzen.

In voorkomend geval en onder voorbehoud van eene bijzondere overeenkomst daaromtrent, zullen de verdragsluitende Partijen ook tot scheidsrechterlijke uitspraak brengen de verschillen van meening, die tusschen Haar mochten ontstaan over de uitlegging of de toepassing van andere dan in de eerste alinea bedoelde bepalingen van dit verdrag.

Omtrent de procedure in de gevallen, waarin op grond van de eerste en de derde alinea van dit artikel eene scheidsrechterlijke opdracht plaats vindt, wordt tusschen de verdragsluitende Partijen overeengekomen wat volgt :

Bij het eerste geschil, heeft het scheidsgerecht zijnen zetel in de gebieden van de beklaagde verdragsluitende Partij; bij het tweede geschil, in de gebieden van de andere Partij en zoo bij afwisseling in de gebieden van elke der verdragsluitende Partijen. Die der Partijen, in welker grondgebieden het scheidsgerecht vergaderen zal, bepaalt de plaats voor den gerechtszetel; zij heeft te zorgen voor het verstrekken van de lokalen, van de schrijvers en van het dienstpersoncel, welke het scheidsgerecht voor zijne werkzaamheden behoeft. De opperscheidsman is voorzitter van het scheidsgerecht. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De verdragsluitende Partijen zullen hetzij bij elk geschil, hetzij eens voor altijd, zich met elkander verstaan omtrent de door het scheidsgerecht te volgen procedure. Bij gebrek aan zulke verstandhouding, wordt de procedure door het scheidsgerecht zelf geregeld. De procedure kan schriftelijk zijn wanneer geene der verdragsluitende Partijen zich daartegen verzet. In dat geval kan van de bepalingen van de voorgaande alinea afgeweken worden.

Betreffende de overmaking van dagvaardingen voor het scheidsgerecht en de gevolggeving aan de daarvan uitgaande opdrachten, zullen de overheden van elke der verdragsluitende Partijen, op de door het scheidsgerecht bij de bevoegde Regeering in te dienen aanvraag, op dezelfde wijze rechtshulp leenen als op de aanvragen der inlandsche burgerlijke rechtbanken.

De verdragsluitende Partijen zullen hetzij bij elk geschil, hetzij eens voor altijd, zich met elkander verstaan omtrent de verdeling van de kosten. Bij gebrek aan zulke verstandhouding, zal artikel 57 van de Haagsche Overeenkomst van 29 Juli 1899 omtrent de vreedzame beslechting van internationale geschillen toepassing vinden.

ARTIKEL 19.

Het tegenwoordig verdrag zal in werking treden op 1 Maart 1906 en zal van kracht blijven tot 31 December 1917.

De verdragsluitende Partijen houden zich echter de bevoegdheid voor, het

tegenwoordig verdrag op te zeggen twaalf maanden vóór 31 December 1915, in welk geval zijne werking zal ophouden op 1 Januari 1916. Mocht geene van de verdragsluitende Partijen van die bevoegdheid gebruik maken en twaalf maanden vóór 31 December 1917 geene kennis hebben gegeven van haar voornemen, om de uitwerking ervan te doen ophouden, dan zal het verdrag verbindend blijven tot het vervallen van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere verdragsluitende Partij het zal hebben opgezegd.

ARTIKEL 20.

Dit verdrag zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging ervan zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld te Weenen.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteevend en van het zegel van hun wapen voorzien.

Gedaan te Weenen, den twaalfden Februari negentienhonderd zes.

(L. S.) BORCHGRAVE.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

TARIEF A.

Rechten bij invoer in België.

Nummer van het Belgisch tolltarief van kracht ten tijde der sluiting van het verdrag.	Benaming der waren.	Invoerrechten.	
		Maatstaf.	Bedrag. Frank
uit 1	Stijfsel		vrij
uit 2	Levende dieren :		
	Schapenras :		
	Rammen, ooien en hamels	kop	2 »
	Lammeren	id	1 »
	Gevogelte		vrij
uit 3	Bier op fust	hectoliter	3 »
uit 6	Eikenhout in de schors of ongezaagd	kubiekmeter	1 »
	Eikenhout gekloven voor dungen, wagenschot en kisten	id.	1 »
uit 17	Gepelde rijst		vrij
uit 24	Garens van vlas of van andere plantenvezels niet afzonderlijk getarifeerd		vrij
uit 26	Meel ander dan havermeel	100 kil	»
uit 27	Linnengoed in weefsel van vlas met bij de machine opengewerkte zoomen, zonder ander versiersel noch borduurwerk	waarde	13 t. h.
uit 37	Wol		vrij
	Hennep, ruw		vrij
uit 40	Meubelen van gebogen hout	waarde	10 t. h.
uit 46	Papier ander dan meubelpapier, karton er onderbegrepen	100 kil.	4 fr.
uit 48	Huiden, ruwe		vrij
uit 53	Bronzouten (zouten van Carlsbad en andere soortgelijke)		vrij
	Chloor van kalk		vrij
	Chloor van baryum		vrij
	Kunstmatige cryoliet		vrij
	Kaliumpermanganaat		vrij
	Bijtende potasch		vrij
	Bijtende loog, zonder zeep		vrij
	Tin oxyde		vrij
uit 54	Verschillende benoedigheden voor de nijverheid, hierna vermeld	waarde	5 t. h.
	Banden in weefsel van wol voor filtreertoestellen met drukking; weefsels genaamd « Étreindelles » van ruwe baren voor oliepersen; geviltten weefsels van wol voor fabrieken van plateelwerk en porselein; weefsels in vilt van wol en geviltten weefsels voor papierfabrieken; gevulde weefsels van wol bestemd tot vervaardigen van filters voor het bewerken van anilinekleuren.		
	De invoerders moeten, ter voldoening van den toldienst, bewijzen dat bedoelde voortbrengsels wezenlijk tot het aangeduid gebruik bestemd zijn.		

Nummer
van het Belgisch
toltarief
van kracht ten
tijde der sluiting
van het verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten.

Maatstaf.	Bedrag. Frank.
-----------	-------------------

uit 62	Extracten van looistoffen	vrij	
uit 64	Vilt van wol	waarde	10 t. h.
<i>Aanmerking. — Onder dit nummer zijn begrepen de vilt van wol overdekt met een waterdicht strijksel bestemd tot het vervaardigen van schoeisel; de banden in vilt van wol die tot verschillende gebruiken kunnen dienen, namelijk tot het vervaardigen van schoeisel en vloermatten; de bladen in vilt van wol enkel gesneden voor onderdeelen van zadels en voering van kleederen; de schijven in vilt van wol enkel gesneden voor het vervaardigen van hoeden</i>			
uit 64	Vlechten van biez, van spartogras, van schors en van palmboomvezels.	waarde	10 t. h.
uit 65	Zaden, niet inbegrepen de oliezaden.	vrij	
uit 67	Gedood wild.	100 kil.	15 »
	Gedood gevogelte	id.	30 »

TARIEF B.

Rechten bij invoer in Oostenrijk-Hongarije.

Nummer van het Oostenrijksch- Hongaarsch tarief.	Benaming der goederen.	Eenheden.	Rechten — Kronen.
uit 55	Tafeldruiven, verse, in postpakketten	—	vrij.
uit 57 a - c	Fruit, elders niet genoemd, versch :		
	1. appels, peren, kweeën :		
	a) los geladen	—	vrij.
	b) in zakken :		
	α) van ten minste 50 kil. ruw gewicht :		
	van 1 September tot 30 November	—	vrij.
	van 1 December tot 31 Augustus	100 kil.	2 „
	β) van minder dan 50 kil.	id.	2 „
	2. pruimen :		
	α) pruimen (van den gewonen pruimeboom) :		
	van 1 September tot 30 November	—	vrij.
	van 1 December tot 31 Augustus	100 kil.	2.40
	3. ander fruit, niet afzonderlijk genoemd (ter uitzondering van abrikozen, perziken, kersen, morellen, aardbeziën en van andere pruimen)	—	vrij.
	<i>Aanmerking</i> — Appelen, peren en kweeën ingevoerd zonder recipiënten of in zakken van ten minste 50 kil. ruw gewicht in spoorwagens met vakken worden beschouwd, volgens het geval, als onverpakt fruit of als fruit in zakken, op voorwaarde dat de wagens niet meer dan acht vakken tellen. De vakken der wagens mogen overdekt of bekleed zijn met stroo of papier, of ook gereed gemaakt met stroo- bedden.		
uit 56 a - c	Levende planten (ook in gewone potten, in bakken of dergelijken) :		
	palmen; laurieren; Indische azalea's; woudplantsoen.	—	vrij.
uit 75	Gevogelte, allerhande (uitgezonderd pluimwild) :		
	b) gedood, ook ontweid, gepluimd of van de uiterste deelen ontdaan.	100 kil.	16 „
uit 76	Oesters	id.	40 „
	Hommers	id.	60 „
uit 95	Stearinezuur (stearine)	id.	14 „
103	Lijnolie en andere vette oliën, niet afzonderlijk genoemd, in tonnen, in ledere zakken of in blazen, uitgezonderd olieverniss	id.	7.50
uit 104	Maïsolie, papaverolie, sesamolie, arachiedenolie, beukolie en zonne- bloemolie, in tonnen, in ledere zakken of in blazen	id.	15 „
	<i>Aanmerking</i> bij n° 103 en 104. — Ricinusolie en arachie- denolie, voor technisch gebruik, in vaten en vaatwerk, in ledere zakken en in blazen, ontlouterd onder toezicht der bijzonder daartoe gemachtigde tolkantoren.		
		id.	2 „

Nummer van het Oostenrijksch- Hongaarsch tarief	Benaming der goederen.	Eenheden.	Rechten. — Kronen.
uit 152	Vleesch-extract :		
	vast	100 kg.	72 »
	vloeibaar	id.	36 „
uit 183	Katoengaren, eendraads, ruw :		
uit e)	boven n ^o 80 tot n ^o 90 Engelsch	id.	55 „
	boven n ^o 90 Engelsch	id.	28 „
uit 184	Katoengaren, gedubbeld, ruw :		
uit d) en e)	boven n ^o 60 Engelsch	id.	28 „
uit 220	Kamwol	—	vrij.
	<i>Aanmerking.</i> — Kamwol wegende meer dan 8 gram per meter valt onder n ^o 220.		
	Kamwol onder den vorm van grof, halfafgewerkt garen valt onder n ^o 223.		
uit 225	Kamgaren, niet afzonderlijk genoemd :		
uit c)	gebleekt, geverfd, gedrukt, enkel :		
	1. tot n ^o 45 metrisch	100 kg.	20 „
uit d)	gebleekt, geverfd, gedrukt, gedubbeld of meerdraadsch :		
	1. tot n ^o 45 metrisch	id.	58 „
	<i>Aanmerking bij n^o 225 b).</i> — Gedubbeld garen, zoogenaamd « lasting », van n ^o 40 tot n ^o 65 metrisch, voor het weven van lasting, mits men een toelatingsbewijs bezitte en de bij verordening te bepalen voorwaarden en maatregelen van toezicht vervulle		
		—	vrij.
uit 226	Kaardgaren en niet afzonderlijk genoemd garen van gelijken aard als kaardgaren :		
uit c) 1.	geverfd, enkel	100 kg.	25 „
	<i>Aanmerking bij n^o 226.</i> — Garen, licht gekleurd om het te onderscheiden voor de weving (opzettelijk vuil gemaakt garen), wordt als ongekleurd getarifeerd. Dat garen onderscheidt zich van geverfd garen door zijn donkere kleuren die bij het wasschen met lauw water (15° C.) verdwijnen.		
	<i>Aanmerkingen bij n^o 225 en 226.</i> — 1. Garen, bestaande uit twee londen van verschillende kleur (eendraadsch gevamd garen), welk met den self-actor eenigermate werd gewrongen, wordt beschouwd als enkel en getarifeerd volgens n ^o 225 c) 1 of n ^o 226 c) 1.		
	2. Gefatsoeneerd garen of fantasie-garen van n ^o 225 b), d) en e) 2, alsook van n ^o 226 b) en c) 2.	100 kg.	25 „
	Gedubbeld of meerdraadsch garen, ruw, gebleekt, geverfd, gedrukt of gemeleerd, waarvan het spindel op geregelde afstanden onderbroken is door knoopen, mazen, spiralen enz. is onder die benaming begrepen.		
	Krachtig gewrongen garen dat zulke knoopen of mazen vormt, wanneer de draden elkander raken, en dat weder recht wordt wanneer men het spant, is er niet onder begrepen en wordt naar de soort getarifeerd.		
uit 244	Kunstsijde, ook getweerd :		
	a) ruw witte, ongeverfd	—	vrij.
uit 274	Korsetten van weefsel van katoen of van vlas, omboord met kant van katoen of van vlas, niet meer dan 2 cm breed	100 kg.	Recht voor het hoofdbestanddeel, vermeerderd met 40 t h.
	<i>Aanmerking bij n^o 274.</i> — De nestels van zuiver zijde of van halfzijde, alsmede eene enkele rij festonneersteken blijven zonder invloed op de tarifiering der korsetten.		

Nummer van het Oostenrijksch- Hongaarsch tarief.	Benaming der goederen.	Eenheden.	Rechten. — Kronen.
uit 329 Aanmerking.	Kaardeleder alsmede kaarderuggen en kaardebanden, mits men een toelatingsbewijs bezitte en de bij verordening te bepalen voorwaarden en maatregelen van toezicht vervulle.	100 kil.	20 »
uit 344	Technische artikelen :		
	b) drijfriemen, bladen, alsmede jachtriemen :		
	1 ^o van leder gelooid door middel van run	id.	33 »
	2 ^o van leder gelooid door middel van minerale of vette stoffen ; ook van ruwe vellen	id.	63 »
	<i>Aanmerking</i> bij n ^o 344 b). — Worden eveneens toegelaten tegen de rechten bepaald voor drijfriemen, reepen van enkel gesneden leder, bestemd ter fabricage van drijfriemen. Vallen insgelijks onder n ^o 344 b) naairiemen, slagriemen en riemen voor voorspinmachines.		
uit c)	drijfsnoeren van gesneden leder, niet gerond, ook gedraaid . . .	id.	70 »
uit d)	moffen voor voorspinmachines of spoelraderen, reepen en bladen voor schietdrijvers, bladen voor vliegwielen voor spinnerij en weverij, mits men een toelatingsbewijs bezitte en de bij verordening te bepalen voorwaarden en maatregelen van toezicht vervulle	id.	63 »
uit 371	Holglas enkel met geslepen stoppen, of wel met geslepen bode m en randen :		
	a) van natuurlijke kleur, of wit (doorzichtig)	id.	10 » ruw
uit 375	Spiegel- en tafelglas, niet afzonderlijk genoemd, ruw, ongeslepen, ongepolijst, ongefatsoneerd, onbelegd, ongekleurd :		
	b) tafelglas en gegoten ruw glas ten hoogste 5 mm dik, iedere tafel hebbende een omtrek van :		
	1. 240 centimeter of minder	id.	10 » ruw
	2. meer dan 240 tot 400 centimeter	id.	11 » ruw
	3. meer dan 400 centimeter	id.	13 » ruw
376	Spiegel- en tafelglas, niet afzonderlijk genoemd, gekleurd, ongeslepen, ongepolijst, ongefatsoneerd, onbelegd.	id.	24 » ruw
377	Spiegel- en tafelglas, niet afzonderlijk genoemd, geslepen, gepolijst, gefatsoneerd, gebogen, ook gekleurd of overdekt :		
	a) niet schuingeslepen, onbelegd	id.	28 » ruw
	b) schuingeslepen, doch onbelegd; cathedraalglas, ook wit . . .	id.	29 » ruw
	c) belegd	id.	30 » ruw
uit 394 a) 2	Platen van marmer, ten hoogste 16 cm dik, ruw (behouwen, gekloofd of gezaagd)	—	vrij

Nummer van het Oostenrijksch- Hongaarsch tarief.	Benaming der goederen.	Eenheden.	Rechten. — Kronen.
uit 594 b) 2	Platen van polijstbare kalksteen, zoogenaamd van Ecaussines, voor biljarten, en fijngeslepen langs eene zijde, ten minste 2 m lang en ten minste 1 m breed, mits men een toelatingsbewijs bezitte en de bij verordening te bepalen voorwaarden en maatregelen van toezicht vervulle	100 kil.	4 »
<i>Aanmerking bij n^{os} 591, 594, 596, 408 en 409. — Alle artikelen, vervaardigd uit steen zoogenaamd van Ecaussines, wil zeggen uit eene polijstbare kalksteen, worden getarifeerd zooals de artikelen van marmer.</i>			
uit 478	Wapens en wapenbestanddeelen :		
uit b)	schietwapens :		
	2. kamergeweren (Flobert-karabijnen)	id.	50 »
	3. handvuurwapens, afgewerkte, andere, ook zeer fijn be- werkte :		
	geweren	id.	150 »
	revolvers	id.	80 »
uit c)	bestanddeelen van handvuurwapens :		
	3. andere afgewerkte stukken van handvuurwapens, ook zeer fijn bewerkte	id.	130 »
uit 550	Landbouwmachines en -toestellen, niet afzonderlijk genoemd :		
uit c	andere :		
	1. van hout (wil zeggen met 75 t. h. of meer hout)	id.	15 »
uit 598 b)	Zoutzuur	id.	0 80
uit 599 o	Chloorkali en -soda.	id.	10 »

Formulier.

BIJLAGE C.

Erkenningskaart voor handelsreizigers.

Geldig voor het jaar 19 . .

Hierbij wordt bevestigd dat de Heer N.
handeldrijft in (eene fabriek bezit van)
onder de firma

ten dienste is van de firma
als handelsreiziger en dat genoemde firma handel drijft in (eene fabriek
bezit van). , te

Daar de heer N. wenscht bestellingen in te winnen en
waren aan te koopen voor rekening van die firma en ook voor rekening van
de volgende firma's.

in Oostenrijk-Hongarije
in België

wordt bovendien bevestigd dat genoemde firma de in haar
land voor de uitoefening van haren handel bij de reglementen gestelde
rechten betaalt (betalen).

De houder dezer erkenningskaart is gemachtigd bestellingen in te winnen
en waren aan te koopen, doch uitsluitend al reizende en enkel voor rekening
van genoemde firma Hij mag stalen, doch geen koop-
waren meedragen. Bij het inwinnen van bestellingen en het aankopen van
waren, behoort hij zich te gedragen naar de reglementen die in elken Staat
van kracht zijn voor de handelsreizigers van de meest begunstigde natie, en
hij moet steeds de erkenningskaart bij zich hebben.

(Plaats, datum, onderteekening en stempel der overheid die de kaart
aflevert.)

(Persoonsbeschrijving, woonplaats en onderteekening van den handels-
reiziger)

SLOTPROTOCOL.

Bij het overgaan tot de ondertekening van het handelsverdrag, heden gesloten tusschen België en Oostenrijk-Hongarije, zijn Ondergeteekenden overeengekomen omtrent het volgende :

AD ARTIKEL 1.

De bepalingen van artikel 1, betreffende het oprichten en uitoefenen van bedrijven, zijn in de gebieden der verdragsluitende Partijen niet van toepassing op apothekers, op makelaars, op handel en bedrijven, die uitsluitend al leurende worden uitgeoefend.

AD ARTIKEL 4.

1^o De bij het Belgisch toltarief vastgestelde rechten naar de waarde zullen worden berekend naar de waarde ter plaatse van herkomst of van vervaardiging van het ingevoerd voorwerp, verhoogd met de noodige vervoer-, verzekerings- en commissiekosten voor den invoer tot aan de plaats van inklaring.

Ingeval de thans geldende behandeling voor het beslechten van betwistingen omtrent de waarde der waren, zooals die behandeling berust op artikel 2 van het Belgisch Koninklijk besluit van 13 Mei 1882, gewijzigd mocht worden, zullen de volgende grondslagen worden in acht genomen :

a) Indien de toldienst de door den invoerder aangegeven waarde voor onvoldoende houdt, wordt den invoerder een termijn van vijf dagen vergund, om de door den toldienst gevorderde aanvullende aangifte te ondertekenen of om de zaak over te laten aan de beslissing van de overheid, die belast is omtrent het geschil uitspraak te doen.

b) De fabrikant of koopman, voor wiens rekening de invoer geschiedt, kan in voorkomend geval aan de bevoegde overheid zijne verdedigingsmiddelen schriftelijk onderwerpen of persoonlijk voordragen.

c) Wanneer het verschil tusschen de aangegeven en de door den toldienst of door de bevoegde overheid vastgestelde waarde niet 10 t. h. van laatstgenoemde waarde bereikt, wordt geene straf opgelegd. Deze regel wordt niet toegepast ingeval het bewezen wordt, dat de invoerder eene onvoldoende waarde heeft aangegeven met het inzicht om de rechten te ontduiken. In alle geval worden de rechten geheven op de meerdere waarde, om het even hoeveel deze bedraagt.

2^o De Belgische Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor, de in tarief A voorkomende rechten naar de waarde om te zetten in even hooge

specifieke rechten. Te dien einde zal de Belgische Regeering zich met Oostenrijk-Hongarije in betrekking stellen nopens de voorgestelde omzetting, in zoverre het geldt de artikelen opgenomen in dat tarief onder n^o 27, 40, 54 en 64 (vlechten). Ingeval, binnen een termijn van drie maanden na den dag der mededeeling aan Oostenrijk-Hongarije, de Regeeringen het niet eens mochten zijn omtrent de voorgestelde taxes, zal het scheidsgerecht worden ingeroepen onder de voorwaarden voorzien bij artikel 18 en zal de omzetting maar mogen geschieden overeenkomstig de beslissing van het scheidsgerecht.

3° Ingeval België er toe besluiten mocht, de rechten op gezaagd eikenhout te verhoogen, zullen deze niet meer dan navermelde grondslagen mogen bedragen :

- 2 frank den kubieken meter voor gezaagde balken;
- 2 frank den kubieken meter voor spoorwegdwarsliggers;
- 6 frank den kubieken meter voor ander gezaagd hout.

Een verhooging van 1 frank per kubieken meter mag worden gelegd op eikenhout dat geverfd of gedrenkt is of eene welkdanige chemische bereiding ondergaan heeft.

4° Zoolang het Belgisch toltarief, voor sommige goederen die aangewezen zijn in het aan dit verdrag toegevoegd tarief A, andere rechten handhaaft dan die in laatstvermeld tarief bepaald zijn, zal de invoerder de keus hebben tusschen de beide wijzen van vertolling.

5° De verdragsluitende Partijen zullen wederzijds bij in- en uitvoer tolvrij toelaten : kleederen en huisraad, met inbegrip van blijkbaar gebruikte machines en gereedschappen van personen die zich in hare gebieden vestigen, onder beding dat de belanghebbenden zich gedragen naar het tolreglement te dier zake en dat de voorwerpen blijkbaar in verhouding staan tot hun maatschappelijken stand.

Zijn niet toegelaten tot het voordeel van deze vrijstelling van rechten de aan onrechtstreeksche belastingen onderhevige voorwerpen, de verbruiksartikelen, het vee en over het algemeen de koopwaren en handelsvoorwerpen.

Ten blijke waarvan de ondergeteekende Gevolmachtigden dit Protocol hebben opgemaakt, dat door de wederzijdsche Regeeringen zonder bijzondere bekrachtiging zal beschouwd worden als goedgekeurd en bekrachtigd, enkel door het uitwisselen van de akten van bekrachtiging van het verdrag waartoe het behoort, en er hunne handteekening op hebben gesteld.

Opgemaakt te Weenen, den twaalfden Februari negentienhonderd zes.

(L. S.) BORCHGRAVE.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

